

### Exercice Responsabilités de l'employeur

Composez 3 groupes de 4 stagiaires et leur attribuer à chacun un des cas suivants.  
Distribuer à chaque groupe trois jeux d'étiquette et dessinez au tableau des typologies de responsabilité (ci-dessous).  
Un rapporteur sera désigné par chaque groupe pour la restitution au tableau.

Consigne : Dégagez quel type de responsabilité (pénale/civile/administrative/disciplinaire) pourrait être mis en cause pour les différents protagonistes, présents ou pas explicitement dans l'exposé. Les étiquette adéquates devront être placées dans le tableau ci-dessous.

Temps de préparation : 15 min

Temps de restitution : 10 min par groupe

#### **CAS N°1 :**

Un agent du service Espace Vert se blesse avec une tronçonneuse, lors d'un élagage. L'employeur n'est pas en faute : les EPI (équipements de protection individuelle) étaient bien distribués, mais n'étaient pas mis par l'agent, malgré les affichages dans les locaux et les relances de la hiérarchie. La collectivité, par le biais du conseiller de prévention, ne lui a pas proposé une formation pratique et appropriée en matière d'hygiène et de sécurité, prévue à l'article 6 du décret n° 85-603.

#### **CAS N°2 :**

Une ATSEM connaît de graves problèmes de dos, au point que la maladie professionnelle lui est reconnue, ainsi que la RQTH. Elle avait pourtant alerté à plusieurs reprises à sa hiérarchie, notamment par courriel. Des observations ont été inscrites au « registre sécurité et santé au travail » pour demander du matériel adapté, le conseiller de prévention était donc au courant. Ce matériel adéquat à sa pathologie ne lui a jamais été attribué. Le syndicat CGT a même fait remonter cette situation plusieurs fois en séance F3SCT.

#### **CAS N°3 :**

Un agent administratif travaillant au service marché public, à l'Hôtel de ville, a refusé de choisir une entreprise liée à la famille du Maire, lors d'un appel d'offre. Depuis il a été mis au placard, ses primes lui ont été retirées et il subit un harcèlement moral quotidien (isolement, brimades, plus de politesse relationnelle, etc.). En arrêt de travail depuis six mois pour troubles anxio-dépressifs, la maladie professionnelle n'a pas été reconnu car hors-tableau et il n'atteint pas le taux d'IPP (incapacité permanente partielle) requis (25%). Le plan d'action RPS le dispositif de signalement du harcèlement, respectivement obligatoire depuis 2015 et 2020, ne sont pas mis en œuvre dans la collectivité.

Vous trouverez ci-dessous les propositions de correction pour chaque. Mais il n'y a pas une bonne réponse. **Plusieurs configurations d'engagement de responsabilité sont possibles.**

**L'enjeu principal est de dégager en premier lieu la responsabilité personnelle de l'autorité territoriale, soit du Maire, sur le plan civil et pénal.**

## Thème 1 – Fiche F10

### TABLEAU DE TYPOLOGIE DE RESPONSABILITE

(à reproduire au tableau)

<u>Responsabilité sanctionnatrice</u>	<u>Responsabilité indemnitrice</u>
RESPONSABILITE PENALE	RESPONSABILITE CIVILE
RESPONSABILITE DISCIPLINAIRE	RESPONSABILITE ADMINISTRATIVE

## TYPOLOGIE DE RESPONSABILITE : CORRECTION CAS N°1

<u>Responsabilité sanctionnatrice</u>	<u>Responsabilité indemnitrice</u>
<p style="text-align: center;"><b>RESPONSABILITE PENALE</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>M. le Maire</b> <i>Puisque c'est lui l'employeur, et à ce titre il est responsable directement des agents placés sous ces ordres</i></li> </ul> <p>Le syndicat ira chercher en priorité sa responsabilité personnelle, à même de le dissuader.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• La collectivité <i>Puisqu'il est possible (article 121-2 Code pénal) de poursuivre pénalement les personnes morales</i></li> </ul>	<p style="text-align: center;"><b>RESPONSABILITE CIVILE</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>M. le Maire</b> <i>Puisque c'est lui l'employeur, et à ce titre il est responsable directement des agents placés sous ces ordres</i></li> </ul> <p>Le syndicat ira chercher en priorité sa responsabilité personnelle, à même de le dissuader.</p>
<p style="text-align: center;"><b>RESPONSABILITE DISCIPLINAIRE</b> <i>procédure lancée par l'autorité territoriale</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• L'agent lui-même <i>Pour non-respect des consignes de sécurité en termes de port d'EPI</i></li> <li>• Le conseiller de prévention <i>Pour ne pas avoir mis en place les formations en hygiène et sécurité</i></li> <li>• La chaîne hiérarchique (responsable de service, DGS, etc.) <i>Pour ne pas avoir vérifié la mise en place des formations, même si c'est peu probable en réalité</i></li> </ul>	<p style="text-align: center;"><b>RESPONSABILITE ADMINISTRATIVE</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• La collectivité <i>car seules les personnes morales de droit public peuvent voir leur responsabilité engagée devant les juridictions administratives (tribunal administratif [TA], cour administrative d'appel [CAA], Conseil d'Etat [CE])</i> <i>Une faute de l'administration n'est pas nécessaire, il suffit que l'accident ait eu lieu pendant le temps de service ou en lien avec celui-ci.</i></li> </ul>

## TYPOLOGIE DE RESPONSABILITE : CORRECTION CAS N°2

<u>Responsabilité sanctionnatrice</u>	<u>Responsabilité indemnitrice</u>
<p style="text-align: center;"><b>RESPONSABILITE PENALE</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li> <b>M. le Maire</b>  <i>Puisque c'est lui l'employeur, et à ce titre il est responsable directement des agents placés sous ces ordres</i> </li> </ul> <p>Le syndicat ira chercher en priorité sa responsabilité personnelle, à même de le dissuader.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li> <b>La collectivité</b>  <i>Puisqu'il est possible (article 121-2 Code pénal) de poursuivre pénalement les personnes morales</i> </li> <li> <b>Le conseiller de prévention</b>  <i>Pour ne pas avoir réagi aux alertes de l'agent et du syndicat</i> </li> <li> <b>La chaîne hiérarchique (responsable de service, DGS, etc.)</b>  <i>Pour ne pas avoir réagi aux alertes de l'agent et du syndicat même si c'est peu probable en réalité</i> </li> </ul>	<p style="text-align: center;"><b>RESPONSABILITE CIVILE</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li> <b>M. le Maire</b>  <i>Puisque c'est lui l'employeur, et à ce titre il est responsable directement des agents placés sous ces ordres</i> </li> </ul> <p>Le syndicat ira chercher en priorité sa responsabilité personnelle, à même de le dissuader.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li> <b>Le conseiller de prévention</b>  <i>Pour ne pas avoir réagi aux alertes de l'agent et du syndicat</i> </li> <li> <b>La chaîne hiérarchique (responsable de service, DGS, etc.)</b>  <i>Pour ne pas avoir réagi aux alertes de l'agent et du syndicat même si c'est peu probable en réalité</i> </li> </ul>
<p style="text-align: center;"><b>RESPONSABILITE DISCIPLINAIRE</b></p> <p style="text-align: center;"><i>procédure lancée par l'autorité territoriale</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li> <b>Le conseiller de prévention</b>  <i>Pour ne pas avoir réagi aux alertes de l'agent et du syndicat</i> </li> <li> <b>La chaîne hiérarchique (responsable de service, DGS, etc.)</b>  <i>Pour ne pas avoir réagi aux alertes de l'agent et du syndicat même si c'est peu probable en réalité</i> </li> </ul>	<p style="text-align: center;"><b>RESPONSABILITE ADMINISTRATIVE</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li> <b>La collectivité</b>  <i>Car seules les personnes morales de droit public peuvent voir leur responsabilité engagée devant les juridictions administratives (tribunal administratif [TA], cour administrative d'appel [CAA], Conseil d'Etat [CE])</i> </li> </ul>

## TYPOLOGIE DE RESPONSABILITE : CORRECTION CAS N°3

<u>Responsabilité sanctionnatrice</u>	<u>Responsabilité indemnitrice</u>
<p style="text-align: center;"><b>RESPONSABILITE PENALE</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>M. le Maire</b> <i>Puisque c'est lui l'employeur, et à ce titre il est responsable directement des agents placés sous ces ordres</i></li> </ul> <p>Le syndicat ira chercher en priorité sa responsabilité personnelle, à même de le dissuader.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• La collectivité <i>Puisqu'il est possible (article 121-2 Code pénal) de poursuivre pénalement les personnes morales</i></li> </ul>	<p style="text-align: center;"><b>RESPONSABILITE CIVILE</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>M. le Maire</b> <i>Puisque c'est lui l'employeur, et à ce titre il est responsable directement des agents placés sous ces ordres</i></li> </ul> <p>Le syndicat ira chercher en priorité sa responsabilité personnelle, à même de le dissuader.</p>
<p style="text-align: center;"><b>RESPONSABILITE DISCIPLINAIRE</b> <i>procédure lancée par l'autorité territoriale</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Le conseiller de prévention <i>Pour ne pas avoir mis en place le dispositif Harcèlement</i></li> <li>• La chaîne hiérarchique (responsable de service, DGS, etc.) <i>Car ils doivent être au courant de la mise au placard, voire en sont des protagonistes actifs</i></li> </ul> <p><i>Mais l'engagement de ces responsabilités disciplinaires est peu probable, puisque c'est l'autorité territoriale qui porte probablement l'action de discrimination.</i></p>	<p style="text-align: center;"><b>RESPONSABILITE ADMINISTRATIVE</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• La collectivité <i>Car seules les personnes morales de droit public peuvent voir leur responsabilité engagée devant les juridictions administratives (tribunal administratif [TA], cour administrative d'appel [CAA], Conseil d'Etat [CE])</i></li> </ul>

**A IMPRIMER EN RECTO UNIQUEMENT  
(EN NEUF EXEMPLAIRES/TROIS JEUX PAR GROUPE)**

**M. LE MAIRE**

**L'AGENT  
LUI-MÊME**

**LE CONSEILLER  
DE PREVENTION**

**LE DIRECTEUR  
GENERAL DES  
SERVICES**

**LE RESPONSABLE  
DE SERVICE**

**LA  
COLLECTIVITE**